



Avis de Soutenance

Mehdi ASLANZADEH

Sciences Politiques - EDSJP Toulouse

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

L'Iran et le spectre de la démocratie

Soutenance prévue le **mardi 29 septembre 2015** à 14h30
Lieu : Université de Toulouse-I Capitole - salle des thèses

Composition du jury proposé

M. Bernard BOËNE	Université de Rennes-II	Directeur de thèse
M. Nader NASIRI-MOGHADDAM	Université de Strasbourg	Examineur
M. Yann RICHARD	Université de Paris-III Sorbonne nouvelle	Rapporteur
M. Ali AÏT-ABDELMALEK	Université de Rennes-II	Rapporteur
M. Jean-Pierre MARICHY	Université de Toulouse-I Capitole	Examineur

Mots-clés : Iran, Sociologie politique, Etat, Société, Religion, Démocratie

Résumé :

Résumé La démocratie a besoin de citoyens dotés de culture, de vertu et d'esprit public. C'est là l'exigence qui la différencie fondamentalement du despotisme. Le choix de l'une ou de l'autre forme politique influe puissamment sur la socialisation, donc sur les mœurs, qui en retour l'influencent. L'Iran, au cours de son histoire millénaire, avait choisi son camp en liant le bonheur du peuple à sa soumission au Roi. Le despotisme s'enracine dans les institutions, les mentalités et les habitudes des Iraniens, lesquelles se modifient difficilement. Si la modernité instrumentale (technologie) et sociale (éducation, urbanisation) progresse, elle n'a jusqu'ici guère affecté le domaine de la pensée, créatrice d'un nouveau rapport social et politique. La culture iranienne reste hétéronome et dépendante de la tradition, elle-même tributaire de la religion. Voici le paradoxe iranien : on veut le progrès, mais aussi la conservation de ce qui l'arrête ou le ralentit ! Le politique, en Iran, dispose de deux sources de légitimité. L'une, divine, vient de la Charia et se réfère au monde au-delà ; l'autre, profane et humaine, procède de la Constitution. Le conflit entre elles apparaît dès lors que la première est considérée comme supérieure à la seconde, qu'elle contraint, rendant très difficile une possible transition du régime théocratique au régime démocratique. Pourtant, la démocratie ne manque pas d'alliés : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes, écrivains, avocats ou ingénieurs, tous produits de l'émergence progressive de la société civile et d'une classe moyenne formée par la modernisation des Pahlavi, et qui s'épanouit de façon autonome sous la République Islamique. Munie d'un capital culturel élevé, cette classe aspire au pluralisme, à la méritocratie et à la participation aux prises de décisions. Au plan sociologique, société civile et classe moyenne autonome sont le fruit d'une urbanisation rapide et de l'accès généralisé à l'enseignement supérieur. Au plan structurel, leur émergence répond à l'un des prérequis de la démocratie. Au plan culturel, les normes sociales nouvelles qu'elles mettent en place remplissent une autre condition du processus de démocratisation, et en déterminent le résultat : les valeurs démocratiques se concrétisent à l'échelle familiale dans le refus du patriarcat, et percolent jusqu'au niveau politique. Ces changements contribuent à renforcer la société civile, laquelle a beaucoup de mal à accepter l'islam politique comme référence unique et sacrée. Ses acteurs, malgré leurs progrès apparents, doivent prendre conscience de la nécessité pour eux de réduire leur dépendance à l'égard de l'État, et mettre en question les éléments constitutifs de leur culture patriarcale – source et justification ultime d'un despotisme théocratique qui enlève à l'espace public sa force et son élément vivifiant. Une évolution démocratique dépend aussi de forces sociales capables de faire contrepoids à l'État : d'une économie libérale, de cadres technocratiques, de partis politiques et d'associations capables de refléter la diversité de la société. Or, en dépit d'éléments favorables à la démocratisation, la société civile iranienne en est encore dépourvue. Il y a malgré tout des raisons de penser que l'amélioration de la situation socio-économique contribue à accroître l'efficacité de la société civile. Mais il ne faut pas se tromper : la libéralisation économique et sociale n'est pas la conséquence nécessaire de la croissance du secteur privé. Au contraire, si le développement économique de long terme contribue à la consolider, c'est la démocratisation qui entraînera une expansion générale du secteur privé, car la démocratie renforce les segments les moins dépendants de l'État.